



Qualiconsult®

Rapport Initial de Contrôle Technique

DCE version 1

Reconversion du QNC de Meaux en QPM

MINISTERE DE LA JUSTICE

CENTRE PENITENTIAIRE DE MEAUX-CHAUCONIN Lieu-dit Le Bassinet,
77124 Chauconin-Neufmontiers

| N° d'affaire | Date rapport | Chrono affaire |
|--------------|--------------|----------------|
| 3100102654 | 11/06/2025 | 1 |

Chargé(e) d'affaire
Luc PEDRO

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| 1. Renseignements généraux | 3 |
| 1.1 Affaire | 3 |
| 1.2 Maîtrise d'Ouvrage | 3 |
| 1.3 Maîtrise d'œuvre | 3 |
| 1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage | 4 |
| | 4 |
| 2. Renseignements particuliers | 5 |
| 2.1 Description sommaire de l'opération | 5 |
| 2.2 Constitution et Classements | 5 |
| 3. Documents reçus | 6 |
| 4. Documents à transmettre à Qualiconsult | 7 |
| 4.1 Avant la signature des marchés | 7 |
| 4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique | 7 |
| 5. Remarques préliminaires | 8 |
| 5.1 Avant la signature des marchés | 8 |
| 5.2 Après la signature des marchés | 8 |
| 5.3 Emploi de Techniques Non Courantes | 8 |
| 5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV ») | 9 |
| 5.5 Limite de mission | 10 |
| 5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT | 10 |
| 6. Nature et présentation des avis | 11 |
| 6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT | 11 |
| 6.2 Avis suspendus ou défavorables | 11 |
| 6.3 Formulation des avis | 11 |
| 6.4 Commentaires « QC+ » | 11 |
| 7. Récapitulatif des avis défavorables | 13 |
| 8. Récapitulatif des avis suspendus | 14 |

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Affaire

| | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|----|--|---|
| Désignation | Reconversion du QNC de Meaux en QPM | | | | |
| Adresse | CENTRE PENITENTIAIRE DE MEAUX-CHAUCONINLieu-dit Le Bassinet, 77124 Chauconin-Neufmontiers | | | | |
| Montant prévu des travaux (HT) | Non communiqué | Date prévisionnelle de début de chantier | NC | Durée prévisionnelle de chantier en mois | 6 |

| | | |
|-----------------------------|--|--|
| Permis de construire | | |
| Récépissé de dépôt : | | |

1.2 Maîtrise d'Ouvrage

| | Coordonnées | Diffusion |
|-------------------------|--|-----------|
| Maître d'Ouvrage | MINISTERE DE LA JUSTICE - M. GUILLAUME MATON QUAI DE LA CORSE 75181 PARIS CEDEX 04 Email : guillaume.maton@justice.fr | Oui |

1.3 Maîtrise d'œuvre

| | Coordonnées | Diffusion |
|--|-------------|-----------|
|--|-------------|-----------|

1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage

| | | |
|-------------------------------------|-------------|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> | L | Solidité des ouvrages et équipements indissociables |
| <input type="checkbox"/> | LP | Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables (L+PI) |
| <input type="checkbox"/> | PS | Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions neuves |
| <input type="checkbox"/> | PSE | Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes |
| <input checked="" type="checkbox"/> | LE | Solidité des existants |
| <input type="checkbox"/> | AV | Stabilité des avoisinants |
| <input type="checkbox"/> | SH | Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation |
| <input checked="" type="checkbox"/> | SEI | Sécurité des personnes dans les ERP-IGH |
| <input type="checkbox"/> | STI | Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels |
| <input type="checkbox"/> | TH | Isolation thermique et économies d'énergie |
| <input type="checkbox"/> | PHH | Isolation acoustique des bâtiments d'habitation |
| <input checked="" type="checkbox"/> | PHA | Isolation acoustique des bâtiments autres qu'habitation |
| <input checked="" type="checkbox"/> | F | Fonctionnement des installations |
| <input type="checkbox"/> | HAND | Accessibilité des handicapés |
| <input type="checkbox"/> | BRD | Transports des brancards |
| <input type="checkbox"/> | GTB | Gestion technique du bâtiment |
| <input type="checkbox"/> | HYSH | Hygiène et santé dans les bâtiments d'habitation |
| <input type="checkbox"/> | HYSA | Hygiène et santé dans les bâtiments autres qu'habitation |
| <input type="checkbox"/> | ENV | Environnement - ICPE (complément mission S) |
| <input type="checkbox"/> | CO | Coordination des missions de contrôle |

Les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts de ceux relatifs aux présentes missions de contrôle technique relevant de la norme NF P 03-100.

1.5 Auteurs du rapport

Le présent rapport est validé par les vérificateurs mentionnés dans la liste ci-dessous :

2. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

2.1 Description sommaire de l'opération

L'opération porte sur la transformation de l'actuel quartier nouveau concept du CP de Meaux en quartier établissement pour mineurs.

Le projet prévoit les travaux suivants :

- Remplacement des clôtures des 7 cours de promenade par des clôtures anti-escalade de 4m y compris les portes d'intervention.
- Mise en place de filets anti projection au-dessus des cours de promenade.
- Dévoiement des descentes d'eau pluviale vers l'extérieur des cours.
- Mise en place de cailloutis sur l'ensemble des fenêtres des cellules.
- Mise en place de barreaudages sur les fenêtres des rez-de-chaussée de la détention.
- Sécurisation des ouvertures directes donnant vers l'extérieur (gymnase, ateliers, bibliothèque, salle polyvalente...).
- Sécurisation des volets de désenfumage accessibles aux détenus.
- Sécurisation du terrain de sport via clôtures anti escalade de 4 m et filets par ballons de 8m.
- Recoupement des cheminements entre les bâtiments par clôtures et portails.
- Mise aux normes des cellules QD (passe-menottes, désenfumage, interphonie, renouvellement d'air).
- Refonte du système analogique de vidéo-surveillance par un système numérique.
- Refonte du système de contrôle d'accès par la mise en place de serrures électromagnétiques couplées au système de vidéo-surveillance.
- Renforcement des parois des circulations par des plaques en résine (déco-choc).
- Réaménagement du parloir par la création de cinq box individuels.
- Mise aux normes des cellules CPROU et PMR.
- Mise en place de ligne directe (pompiers, police/gendarmerie, aviation civile et militaire).

2.2 Constitution et Classements

- **Etablissement(s) Recevant du Public**

| Q.N.C. | |
|--|-------|
| Activité Principale | EP |
| Activité(s) Secondaire(s) | Néant |
| Catégorie | Néant |
| Origine classement | Néant |
| IGH | Non |
| IOP | Non |
| Description sommaire de l'établissement | Néant |
| Nature et étendue de la mission | Néant |
| Nature et étendue des vérifications | Néant |

3. DOCUMENTS REÇUS

Architecte

| | N° lot | N° document | Libellé | Ind | Date |
|------|--------|-------------|-----------------|-----|------------|
| | - | - | CCTP | - | 02/05/2025 |
| Plan | - | - | Carnet de plans | - | 11/06/2025 |

4. DOCUMENTS À TRANSMETTRE À QUALICONCONSULT

4.1 Avant la signature des marchés

- Plans architecte modifiés, s'il y a lieu
- Descriptifs modifiés, s'il y a lieu

Et plus généralement tout document permettant à Qualiconsult d'avoir la connaissance complète du dossier soumis à son examen.

4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique

Pendant la phase travaux, Qualiconsult doit se voir communiquer tout document graphique, fiche technique, rapport d'essai et autre justificatif lui permettant d'émettre ses avis. Ces documents doivent être adressés au plus tard 2 semaines avant exécution des ouvrages concernés.

5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

5.1 Avant la signature des marchés

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.

La responsabilité de QUALICONSULT ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.

5.2 Après la signature des marchés

Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les résultats de ces autocontrôles devront être communiqués à QUALICONSULT au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

5.3 Emploi de Techniques Non Courantes

Le Maître d'œuvre et les entreprises doivent **systematiquement informer au préalable** QUALICONSULT de tout procédé relevant d'une **Technique Non Courante** qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre (respectivement).

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

QUALICONSULT rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui a été confiée à QUALICONSULT. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, QUALICONSULT serait dans l'obligation d'émettre un avis Défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs,...) ainsi que celui du Maître d'Ouvrage; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.

5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)

Les entreprises devront procéder aux vérifications finales avant réception sur les installations techniques du bâtiment pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC). Dans le cadre de notre mission PV, les entreprises concernées devront nous adresser leurs attestations d'essais de fonctionnement selon le modèle disponible sur le site internet de l'AQC.

Les installations potentiellement concernées sont les suivantes :

- les installations électriques de logements ou de services généraux ;
- les réseaux d'eau intérieure aux bâtiments ;
- les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments ;
- les portiers électroniques ;
- la ventilation mécanique contrôlée simple flux et double flux ;
- les installations de chauffage ;
- les portes et portails automatiques pour véhicules et piétons ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- réseaux de communication VDI.

A défaut d'un modèle disponible, les anciens "PV COPREC" (publiés par le document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 d'octobre 1998, Moniteur du 06/11/1998, cahier spécial n°4954) seront recevables dans le cadre de la présente mission pour les installations suivantes :

- les ascenseurs, ascenseurs de charge ;
- les escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- le conditionnement d'air ;
- les fluides médicaux.

5.5 Limite de mission

- Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100
- A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :
 - la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
 - la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
 - toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
 - toute mission d'audit ou de diagnostic
- Si le Maître de l'Ouvrage a souscrit une ou plusieurs des missions précédentes avec le GROUPE QUALICONCONSULT, c'est au titre de contrats distincts de celui de contrôle technique.

5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT

- Le présent rapport est adressé au Maître de l'Ouvrage par email ainsi qu'aux destinataires en copie (voir renseignements généraux).
- Les avis de la phase exécution seront adressés par mail à l'ensemble des destinataires. Nota : il appartient au Maître d'Ouvrage de transmettre copie de ces avis aux intervenants qui ne nous auraient pas communiqué d'adresse mail.
- Le rapport final sera diffusé de la même manière que le rapport initial.

6. NATURE ET PRÉSENTATION DES AVIS

Les avis de QUALICONCONSULT sont présentés sous forme de tableaux comportant 3 colonnes :

| Corps d'état | | |
|-------------------------------------|-------------------|---|
| Identification du point de contrôle | Libellé de l'avis | Référence du(es) document(s) examiné(s) |

6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT

A l'exception de ceux relatifs au § 6.2 ci-après, les avis de QUALICONCONSULT sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont **FAVORABLES**.

6.2 Avis suspendus ou défavorables

Le cas échéant :

- Les avis défavorables sont explicités au chapitre 7.
- Les avis suspendus au sens de l'article 4.2.8 de la NF P 03-100 sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont explicités au chapitre 8 du présent rapport.

6.3 Formulation des avis

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

F : Avis Favorable

Les dispositions prévues dans les documents examinés n'appellent pas de remarque. Cet avis, formulé dans la limite des précisions fournies par ces documents, pourra être confirmé ou infirmé en fonction des éléments remis lors des phases ultérieures.

S : Avis Suspendu

Les dispositions prévues dans les documents examinés sont insuffisamment définies. Il y aura lieu de fournir les précisions complémentaires demandées dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux, faute de quoi cet avis deviendra défavorable.

D : Avis Défavorable

Les dispositions prévues dans les documents examinés présentent un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage ou sont incompatibles avec les référentiels concernés (Règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes)

SO : Sans Objet

Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné. Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux

HM : Hors Mission

L'examen des dispositions prévues dans les documents ne relève pas des missions qui nous ont été confiées. Cet examen peut, le cas échéant, faire l'objet de prestations complémentaires.

6.4 Commentaires « QC+ »

Dans l'exercice de son rôle de conseil au Maître de l'Ouvrage, QUALICONCONSULT peut émettre des commentaires n'entrant pas dans le cadre des avis suspendus ou défavorables : ces commentaires ont pour objet d'éclairer ce dernier sur des thèmes tels que :

- l'optimisation du projet ;
- d'éventuelles sujétions de mise en œuvre ;
- d'éventuels aléas susceptibles de survenir en cours d'exploitation ;
- et plus généralement toute piste d'amélioration ou de meilleure adéquation du projet au programme.

7. RÉCAPITULATIF DES AVIS DÉFAVORABLES

NEANT

8. RÉCAPITULATIF DES AVIS SUSPENDUS

Désenfumage

| LIBELLE POINT DE CONTROLE | LIBELLE D'AVIS SUSPENDU | REFERENCE |
|------------------------------|---|--------------------------------|
| SÉCURITÉ INCENDIE ERP | | |
| Désenfumage | Il est décrit sur plan une installation de désenfumage. Des VH et VB sont créées dans les cellules. Des clapets coupe-feu sont installés sur les réseaux. Ces dispositions ne correspondent pas pas une installation de désenfumage au sens de l'IT 246. S'agit-il d'un désenfumage ou d'une ventilation des cellules ? Les référentiels règlementaires sur lesquels le concepteur s'est appuyé devront être précisées. | Plan de désenfumage RDC et R+1 |

Electricité

| LIBELLE POINT DE CONTROLE | LIBELLE D'AVIS SUSPENDU | REFERENCE |
|------------------------------|--|-------------------|
| SÉCURITÉ INCENDIE ERP | | |
| balisage des évacuations | L'éclairage de sécurité n'est pas représenté sur plan. | Plan implantation |
| volumes de protection | Dans les cellules, équipées de douches, les appareils d'éclairage devront être adapté aux volumes de protection. | Plan implantation |